

## **DECISION DU PREMIER VICE-PRESIDENT PAR DELEGATION DU PRESIDENT**

### **N° DEC\_2025\_027 : ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE RELATIF À LA RÉALISATION DES ESSAIS DE GARANTIES DE LA STEP DE SOULEYRIE**

Le Premier Vice-Président de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L.5211-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-2128 du 29 octobre 1999 portant extension du périmètre du District dans le cadre du processus de transformation en Communauté d'Agglomération afin de tenir compte de la cohérence territoriale de l'agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2202 du 22 novembre 1999 portant transformation-extension du District en Communauté d'Agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-1111 du 22 juillet 2022 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac ;

Vu le procès-verbal du 16 juillet 2020 portant élection du Président et des Vice-Présidents ;

Vu la délibération n° DEL\_2020\_056 du Conseil Communautaire du 16 juillet 2020 portant délégation du Conseil au Bureau et au Président ainsi qu'autorisation de subdélégation de signature du Président au profit des membres de la Direction Générale ou des Responsables de service ;

Vu l'arrêté n° ARR\_2020\_065 du 31 juillet 2020 relatif à la prévention des risques de conflit d'intérêt pour Monsieur le Président et portant délégation de fonction à Monsieur Christian POULHES, Premier Vice-Président en charge de l'Administration Générale, des Finances et des Contractualisations et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Messieurs Frédéric GODBARGE, Jean-Pierre PICARD et Jean-Luc TOURLAN, Conseillers Délégués ;

Vu les dispositions relatives à la procédure adaptée énoncées par les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique relatifs à la procédure adaptée ;

Vu l'avis d'appel public à concurrence n° 24-85228 envoyé au BOAMP le 13 décembre 2024 relatif aux essais de garanties de la station d'épuration de Souleyrie ;

Considérant les 2 offres reçues par voie dématérialisée, dans les délais fixés par le règlement de la consultation, au 20 janvier 2025 à 12 heures ;

Considérant qu'au terme de l'analyse, l'offre présentée par la Société CEREG Ingénierie apparaît comme l'offre la mieux disante au regard des critères de jugement des offres énoncés par le règlement de la consultation ;

### **DÉCIDE :**

- d'attribuer l'accord-cadre de réalisation des essais de garanties de la station d'épuration de Souleyrie, à la Société CEREG Ingénierie, domiciliée à Montpellier (34), pour un montant maximum de 80 000,00 € HT et une durée de 6 mois ;

- de signer le marché et d'en assurer l'exécution.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Au registre sont les signatures  
Pour extrait certifié conforme,  
Fait à Aurillac, le 4 mars 2025  
Pour le Président,  
Le Premier Vice-Président,

Christian POULHES.